

Dossier Konrad

1.-

La station de regazéification à Trieste est une histoire sombre.

L'histoire de la station de regazéification du projet de la multinationale espagnole GasNatural dans la juridiction de la municipalité de Trieste (emplacement Zaule), est pleine de fausses déclarations et omissions.

En effet le projet existe au moins depuis l'année 2004, lorsqu'il a été présenté à quelques «amis intimes» et puissants, qui devaient être intéressés, avec des activités de relations publiques. La procédure d'évaluation de l'influence sur l'environnement, l'EIE - que prévoit la participation du public - commencé en Mars 2006. Deux ans probablement servis aux fins de négociations privées, de manière à assurer plus tard un consensus utile transversal (des partis AN et DS, le maire de Trieste, le président du Port, syndicats, l'industrie, etc.).

Au mois d'août 2005, bien avant que le processus d'EIE ne commence, le Comité technique du service sapeur pompier régional avait délivré l'autorisation au projet pour les aspects de sécurité: un manque de coordination avec l'EIE, à laquelle les citoyens n'ont pas eu la chance de participer.

Le Projet et l'étude EIE de GasNatural ne comprennent pas les tuyautages de connexion avec le réseau de pipelines nécessaires, tandis que le projet concurrent d'Endesa d'une station de regazéification « offshore » en dispose: disparité bruyante, approuvée par le ministère de l'Environnement.

En dépit de rappels répétés - et quelques promesses isolées - aucune des entités (région, province, municipalité) qui participent à l'EIE, n'a pas voulu consulter le monde scientifique local, pour un support à l'analyse des questions soulevées par le projet de GasNatural.

Au mois de Juin 2008, la commission d'EIE du ministère de l'Environnement a émis un avis positif, complété et précisé par deux avis encore au mois de Mars et de Juillet 2009, jusqu'à ce que le décret finale des ministères de l'ambiance et du patrimoine culturel est arrivé (Juillet 17, 2009): Sur le projet d'Endesa, de la station de regazéification au large - dont l'étude EIE fut présenté un mois avant l'autre - la Commission n'a pas encore exprimé une opinion. On attend maintenant la conférence des services, coordonnée par la Région, qui est chargée de délivrer l'autorisation finale.

A' la commission d'EIE et presque à toutes les autres entités concernées "sont échappées" les éclatantes manipulations, bizarreries et lacunes des études GasNatural-Medea, quoique bien documentés dans les commentaires du public. De même pour les violations des normes italiennes et de la communauté.

Les environnementalistes et les comités se sont plaints à plusieurs reprises du fait que on ha violé les principes de base de l'évaluation équitable et impartiale, les questions environnementales et de sûreté d'une installation que pose de problèmes

sérieux sur le site de Trieste. Malgré cela, les institutions locales et le monde économique et politique se sont ralliés massivement en faveur du projet.

Ce rapport spécial résume les événements les plus significatifs de l'histoire et la principale critique. La conclusion est qu'on a voulu à tout prix - avec la complicité des organes techniques compétents - imposer une installation dangereuse à Trieste, basée sur une technologie que produit un impact importante sur l'environnement, dans une localité totalement inadaptée à le recevoir.

L'objectif: transformer définitivement Trieste et son golfe dans un «centre d'énergie», au détriment de toute autre hypothèse économique alternative (industrielle, commerciale, des ports, tourisme). Ce que expliquerait pourquoi les gouvernements italiens, à partir de M. D'Alema jusqu'à Frattini (y compris Tondo et d'autres) depuis plusieurs années, proposent à la République de Slovénie, qui regarde avec un œil très critique le projet de GasNatural, "un échange": l'acceptation de la station de regazéification Zaule contre la collaboration d'Italie sur les nouvelles tuyauteries que arrivent du Caucase, et la participation italienne dans le doublement de la puissance de la centrale nucléaire de Krško.

L'opinion publique locale, jamais sérieusement impliquée dans le processus d'évaluation, a été cajolée par toutes sortes de promesses, à partir de celle-là (non fondée) du lien entre la mise en œuvre de la station de regazéification et la fermeture de la Ferriera Servola, jusqu'à le renouvellement des prix politique sur l'essence.

Konrad désire plutôt appuyer ceux qui s'opposent à ce projet dévastateur: au fond de ce dossier (p. XI) vous trouverez les coordonnées utiles pour ceux qui veulent contribuer à la campagne lancée par le WWF et Legambiente pour l'action en justice contre le décret ministériel qui a ouvert la route vers le terminal de regazéification.



Simulation de l'apparence de la station de regazéification à Zaule, selon GasNatural.

Ce dossier a été préparé par:

Carlo Franzosini-(biologiste marin, operateur de l'aire marine protégée de Miramare; il a collaboré à titre personnel)

Fabio Longo-(Président du Comité "SOS Muggia »)

Dario Predonzan-(responsable du secteur de l'énergie et des transports WWF Friuli Venezia Giulia)

Lino Santoro (Docteur chimiste, président de Legambiente cercle de Trieste)

Livio Sirovich-(géologue, coordinateur de recherche à l'Institut National d'Océanographie et de Géophysique expérimentale - OGS, il a travaillé à titre personnel)

2.-

La politique énergétique? Non, merci

Dans un pays civilisé, les décisions stratégiques sur l'énergie sont prises par l'État, basées sur une programmation annuelle, y compris: le type et l'emplacement des infrastructures, l'influence sur l'environnement, analyse des couts et avantages, et la sécurité.

Tout d'abord, cependant, la consommation d'énergie devrait être rationalisée et les gaspillages réduits.

Ce n'est qu'après avoir adéquatement analysé tous ces aspects, avec un processus transparent et participatif (requis par la directive européenne n ° 2001/42/CE relative à l'évaluation stratégique environnementale), on doit examiner et évaluer les projets des installations individuelles.

Rien de tout cela a été fait en Italie pour les stations de regazéification.

Il n'existe pas en effet, un plan énergétique national et le gouvernement actuel a abandonné la chance de le faire, laissant toute liberté au «marché» (c'est à dire aux grandes multinationales de l'énergie) pour toute décision concernant le choix des emplacements, des technologies, et même le nombre d'installations à construire.

Le gouvernement précédent avait annoncé son intention d'adopter un plan, mais il n'a pas réussi à aller au-delà d'un communiqué de presse (!) commune entre les ministres de l'Environnement, Pecoraro Scanio, Développement économique, Bersani, et de l'Infrastructure, Di Pietro qui, en août 2006 déclaraient nécessaire (on ne sais pas en base de quelles données et scénarios) la construction de 3-4 stations de regazéification en 2010 et 1-2 en 2015, sans préciser de critères concernant l'emplacement ou donner des directives pour les technologies à choisir. Ils se sont en effet bornés à prévoir l'accélération du parcours d'évaluations des sept projets qui avaient leurs EIE sur la route, y compris celui du GasNatural à Zaule et la station « off-shore » d'Endesa dans le golfe de Trieste.

La « programmation », venait donc après des projets au lieu de constituer le préambule. On aurait attendu que au moins, en ce qui concernait les technologies, on donnait des indications de base convenables, parce que il est possible de faire le procès de regazéification sans l'emploi de l'eau de mer; le terminal de regazéification proposé à Koper (mais rejeté par les autorités

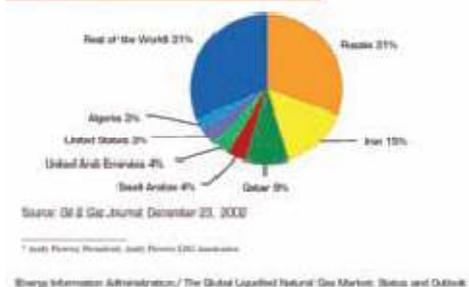
slovènes) impliquait le recours à d'autres technologies, afin d'éviter les impacts liés à l'utilisation de l'eau de la mer, surtout dans un bassin avec d'échanges d'eau limités avec la mer ouverte.

Toute l'affaire de terminaux GNL confirme qu'il n'y a pas de politique énergétique nationale digne de ce nom et que les décisions gouvernementales sont réduites essentiellement à la ratification de ce qui est prévu par le grand lobby du pétrole, du gaz, du charbon ou nucléaire. C'était comme ça à l'époque des monopoles publics, ENEL et ENI-SNAM, et il reste comme ça aujourd'hui après l'entrée d'autres entités privées.

Jusqu'à ce que la politique de l'énergie soit faite par ces lobbies, la réduction de la consommation d'énergie ne sera jamais une priorité du gouvernement. Pourtant, au moins un tiers de la consommation nationale de méthane est employée pour le chauffage des bâtiments, tandis que les maisons construites avec des critères avancés permettent d'économiser 80 et même 90 pour cent de la consommation.



Proved World Natural Gas Reserves, January 1, 2000



3.- L'effet Matteoli-Zapatero?

Quelques années auparavant, un groupe de chercheurs et de professeurs ont essayé de sensibiliser des administrateurs publics sur les études d'impact environnemental des stations de regazéification. On avait trouvé graves lacunes d'information et même documents du projet en situation irrégulière. Une tentative a été faite avec le conseiller régional Cosolini et le chef de la mairie Dipiazza, dans les deux cas, sans succès. On a essayé aussi avec plusieurs dirigeants locaux de la DS (Zvech, Cosolini même, Barbo, Dolenc et autres) qui répondaient sans beaucoup de mystères avec cette explication: le projet GasNatural est soutenu parce que l'entreprise est proche aux compagnons socialistes espagnoles et parce que il ya a une OPA (offre publique d'acquisition) en cours pour acheter Endesa, et Endesa, comme nous le savons, est plutôt "de" Aznar [centre-droit espagnol]. En

remportant ce projet à ENDESA à bénéfice de GasNatural- on disait encore - nous donnons un coup de main à GASNatural pour l'acquérir.

Au fil du temps, autres détails sont été clarifiés. Pour les études sur l'impact environnemental du terminal de regazéification au large en face de Grado, Endesa avait chargé une entreprise bien référencée (D'Appolonia). Pour le projet Zaule, au contraire, GasNatural a donné confiance à une société anonyme de droit public luxembourgeois, basée près de Lugano. Sur la couverture des relations de cette société anonyme apparaissent comme auteurs du projet seulement des noms de familles sans nom ou qualifications professionnelles, où il n'était pas facile de reconnaître des experts distingués.

Ces projets exigent également un certain nombre de soi-disant «relations publiques». Touchant cette question délicate on devrait citer quelques un "on dit". On dit donc que, à priori, il fallait avant tout, se rendre au cœur de ce qui était alors le ministre responsable, Matteoli, du parti AN. Et de fait, les dirigeants locaux de ce parti ont été les premiers supporters du projet, et maintenant revendiquent leur cohérence en demandant un "oui" tout de suite (avant même la mise au point et présentation définitive des études).

Comme indiqué dans le Blog-station de regazéification de ce numéro, le vert de la DS (maintenant dans le PD) est arrivé un peu après et il a survécu jusqu'à aujourd'hui, même parmi plusieurs contorsions politiques et des appels spécieux pour de débats futurs, forums et procédures « type Agenda21 » et « tables rondes techniques » ou " thématiques" jamais même tentés. Le 3 Juillet, 2008, L'Espresso a décoché un tir qui a causé plus d'un mal de dents, en particulier à la DS, en disant: "Gas Natural s'est approprié du oui pour le terminal de regazéification de Zaule grâce à la pression porté par Zapatero en première personne.

Le problème plus général est que, en Italie, on ne sait rien des financements privés aux partis et aux candidats individuels. Aux États-Unis, au contraire, le lobby - y compris ceux de l'énergie - font la promotion de leurs hommes à la pleine lumière du soleil. Une démocratie, peut-être un peu loin de l'Athènes de Périclès, mais au moins là, les « Jeux » sont presque clair. Certains Sociétés de "relations publiques" font de leur mieux pour brouiller les cartes, mais elles doivent tout de même à faire avec institutions scientifiques et techniques de contrôle souvent de haute professionnalité. Chez nous au contraire.....

4.-

Et où mettons nous tout ce gaz?

Selon l'Autorité pour l'énergie électrique et du gaz, en 2007 la consommation de gaz naturel en Italie s'élevait à 83,5 Gmc /an (milliards de mètres cubes), dont 70 sont arrivés par pipelines, une partie marginale (3, 5 Gmc/an) sous forme de GNL (gaz naturel liquéfié) à Panigaglia (La Spezia), environs 9 de production intérieure et 1.3 des stocks. En 2008, la consommation est passée à 86 Gmc. La consommation grimperait à 100 Gmc en 2010, mais les prévisions ont été déclassées en raison de la crise économique dont l'objectif est déplacé même avec les conditions les meilleures jusqu'au 2020, d'autant plus que, dans la première moitié de 2009, la consommation a diminué de 23%.

L'Union pétrolière italienne estime en 94 Gmc la demande italienne entre l'année 2020.

Le marché mondial à ce stade, est caractérisé par un surplus d'approvisionnement qui se creuse en Europe, en raison de la crise, la croissance des énergies renouvelables et l'entrée en exploitation de nouvelles capacités de production.

Le réseau d'oléoducs qui acheminera le gaz vers l'Europe est en expansion: ils sont en construction le Nord Stream avec une charge utile de 20 Gmc/an, et l'objectif d'arriver entre 8 ans à 55 Gmc, le Nabucco avec une capacité de 30 Gmc/ an, gazoduc Blue Stream qui traverse la mer Noire vers la Turquie avec 1250 km de long, le South Stream, qui reliera l'Europe à la mer Noire, comme une alternative au gaz qui traverse l'Ukraine.

En Italie, le réseau de gazoducs se compose de quatre branches principales: l'Europe du Nord, la Russie, la Libye et l'Algérie, transportant environ 70 Gmc/an, mais il a une capacité théorique de 90 Gmc/an, avec le pourcentage d'utilisation de 80%. Le Transitgaz (via la Suisse) mène 16-22 Gmc/an de gaz en provenance des Pays-Bas et la Norvège. Du TAG (Trans Austria Gasleitung) arrivent 28 Gmc/an de gaz russe, qui seront portés à 33. Le TMPC (Transmed) qui arrive à Mazara del Vallo a une capacité de 27 Gmc/an, qui sera renforcée à 35. A Gela arrivent en provenance de la Libye, à travers le Green Stream, 8 Gmc/an, dans le processus de mise à niveau de 11.

Il est en phase de développement le GALSI (gazoduc Algérie/ Sardaigne/Italie) en provenance d'Algérie, qui devrait porter 8-16 Gmc/an à Olbia. Ils ont aussi planifié le TAP (Trans Adriatic Pipeline) qui reliera l'Italie avec l'Albanie et portera 10-20 Gmc/an provenant du South Stream russe e l'IGI (Interconnexion Grèce-Italie) avec 8 Gmc/an de gaz venant de la Mer Caspienne.

Lorsque de nouveaux gazoducs seront terminés, le flux de gaz supplémentaire pourrait dépasser les 40 Gmc. Avec l'amélioration des gasducs existants, ce qui implique une augmentation des flux en provenance d'Afrique et d'Asie, on ajoutera une quantité de 16 Gmc. La quantité de gaz arrivant en Italie par gazoduc pourrait dépasser les 126 Gmc/an.

Au montant provenant des gasducs, il faut ajouter les 8 Gmc de la station de regazéification au large de Porto Viro, les futurs 4 Gmc de la station au large de Livourne et de 3,5 Gmc de Panigaglia et les probables 12 Gmc, si la mise en œuvre de Gioia Tauro est réussie.

La quantité de gaz disponible pour le marché national pourrait donc atteindre 154 Gmc/an. La AEEG a un projet pour la construction de 14 stations de regazéification - même si toutes ne seront pas mises en œuvre - elles constitueraient une contribution supplémentaire de 90 Gmc, conduisant à une quantité annuelle de gaz arrivant en Italie de plus de 240 Gmc, trois fois le taux de consommation actuel.

Les trois derniers gouvernements qui se sont suivi au cours des 10 dernières années on eu en tête de faire de l'Italie une plaque tournante européenne pour le

gaz naturel, ce qui contraste nettement avec le manque de disponibilité du gaz liquéfié sur le marché international et le la forte concurrence d'autres pays, pour une capacité de regazéification de 40% en excès par rapport à la quantité de gaz liquéfié disponible chez les pays producteurs.



Capacité de regazéification de GNL installés dans le monde.
Capacité de liquéfaction (GNL de production) installée dans le monde.

5.-

Si on le construit c'est nous que de toute façon payerons.

La station de regazéification de Zaule est demandée à grands voix par des industriels et toutes sortes d'«entrepreneurs», qui affirment que celle-ci fera possible d'avoir le méthane au prix réduit, pour les entreprises et les familles. Dommage que de la documentation à support de cette thèse n'est pas encore mis à disposition. Ce n'est pas certain que la station de regazéification puisse regazeifier le GNL importé par voie maritime. Pour la bonne raison qu'il n'y a pas assez de gaz liquéfié disponible: la capacité des stations de regazéification existantes et prévues est de loin supérieure à celle des stations de liquéfaction, qui devraient être alimentés avec du GNL, transporté par bateau. Différents stations de regazéification dans le monde (par exemple en Espagne), avant même la crise économique récente, fonctionnent à régime réduit pour manque de matières premières.

Mais ce qui est certain, c'est que les constructeurs de stations de regazéification du GNL en Italie, ne perdront toujours pas. Même si la station de regazéification était à court de GNL, en effet, le rendement serait garanti. C'est écrit dans la résolution que l'Autorité pour l'électricité et du gaz (AEEG) n 178, 2005, où on prévoit des mesures "pour stimuler la création et l'utilisation de nouveaux terminaux" que « même en cas de non-utilisation de la station » 80 pour cent du rendement est couvert, hors du système tarifaire des transports gaz pour une période de 20 ans.

En d'autres termes, ils seront les entreprises qui transportent le gaz à l'utilisateur avec le réseau de gazoducs (par exemple, SNAM, ACEGAS-APS, etc.), à assurer, aux constructeurs et aux exploitants des terminaux de GNL, 80 pour cent de la chiffre d'affaires, pour 20 ans, même s'il n'y a pas du GNL à faire changer de phase. C'est évident que les sociétés de gasducs ajouteront à la facture des utilisateurs finals ces frais supplémentaires encourus. Autres que le méthane à un prix réduit pour les utilisateurs!

La résolution n ° 178, valable pour trois ans, a été remplacée par n. 92, 2008, confirmant à nouveau le mécanisme, en réduisant le pourcentage des revenus garantis à 71,5 pour cent.

Dans une économie de marché, comme on dit soit l'économie italienne, le risque devrait être une partie intégrante (si non, quel marché est-il?) de toute activité d'entreprise. La version italienne du marché, prévoit toutefois que le risque (dans ce cas de rester sans GNL), est couvert par le consommateur (ou peut-être demain, l'Etat, c'est à dire les impôts des citoyens). Dans la meilleure tradition d'une classe de « entrepreneurs » assez malins pour réussir à privatiser les profits, et à socialiser les pertes.

6.-

Tokyo, Barcelone et Trieste.

De l'entretien avec la revue "Vita Nuova" et le président de la Région à l'époque, Illy (12 Janvier 2007).

V. N.: « On parle du risque que les températures de la baie de Zaule descendent ».

Président Illy: « Je me souviens que, dans la baie de Tokyo, d'une profondeur de 16 mètres contre 22 mètres du golfe de Trieste, qui est environ deux fois plus grand, il ya 5 stations de regazéification qui n'ont jamais décelé de problèmes dans la température de l'eau. Donc c'est un problème que n'existe pas! »

Illy ne pouvait pas être moins catégorique. Il dit "je me souviens que" parce qu'il l'a déjà répété maintes et maintes fois. " C'est un problème que n'existe pas. Point!

Les rédacteurs de Vita Nuova, toutefois, ont la tête dure. On a jeté un coup d'œil à un atlas avec la profondeur de la baie, et les comptes ne tournent pas. Ainsi, peu après l'hebdomadaire diocésain se trouve dans la possibilité de décrire le régime hydraulique de la baie de Zaule sur la base de ce qui est publié dans la plus grande communauté scientifique internationale (la revue de l'Association Géophysique Américaine).

«Le lecteur peut voir la figure à côté" - a écrit Vita Nuova – il s'agit d'un article de l'année 2002 des japonais Fujiwara et Yamada dans le Journal of Geophysical Research. La baie de Tokyo a une longueur d'environ 60 km et sa profondeur augmente assez régulièrement à partir de zéro à 80 mètres, jusqu'à sombrer dans le Pacifique. [...] La circulation de l'eau dans la baie de Tokyo est complètement différente à celle de notre baie. Les fortes marées quotidiennes, les courants océaniques et le régime de moussons permettent de remplacer la totalité du volume de l'eau de la baie japonaise avec de l'eau "nouvelle" dans seuls 8-16 jours (pendant que la baie de Zaule a un échange réduit avec l'adriatique. Les flèches noires dans la figure indiquent le mouvement d'entrée et de sortie des eaux du courant de marée, qui déplace vers l'océan une masse d'eau contaminée (gris). Puis tout se termine dans le Pacifique, qui a un immense potentiel réceptif. Évidemment, cela rend le refroidissement et la chloration beaucoup moins critique que dans le golfe de Trieste "(voir Il Piccolo du 4/10/08).

Mais cela n'a pas empêché les conseillers municipaux Stefano Ukmar (salarié ACEGAS-APS, qui veut devenir un actionnaire de la regazéification à venir) du PD et Roberto Sasco de l'UDC, de répéter les arguments illyan le 30 Juillet, 2009, lors de la votation du Conseil communale concernant le gasduc Trieste-Grado-Villese, fonctionnel à la station de regazéification de Zaule.

Un autre cas invoqué sans cesse, c'est la station de regazéification de Barcelone.

Dans son blog, par exemple, le Maire Dipiazza, répondant à un de ses concitoyens le 18 Juillet, a écrit: "Aller à Barcelone, il ya plus de vingt ans que une station de regazéification dans le port, se trouve à une centaine de mètres du point où les touristes débarquent". Et puis le 21 Juillet à un'autre: "A Barcelone, il ya une station de regazéification dans le port, pratiquement à quelques pas du centre. Depuis vingt ans."

Déclarations catégoriques comme celles de Illy et, comme nous allons le voir, également valables.

Pourtant, récemment, le maire a dit qu'il avait rédigé le nouveau plan régulateur de Trieste en employant la carte Google. Les officiers de relations publiques de GasNatural n'auront pas lui demandé de cliquer sur la zone de Barcelone. Nous le faisons à sa place.

Avec les points noirs nous indiquons les deux réservoirs de la station de regazéification à Barcelone. On voit que dans un rayon d'environ 3,5 kilomètres, il n'y a que des zones industrielles (zones industrielles Pratenc ", " France ", " Pedrosa ", etc.). Le centre historique et le port de Barcelone est situé dans le nord, au-delà de "Avinguda del Parallel", à environ 4 km de la station. Le Centre est en outre à l'abri de la colline "Parc de Montjuic" (en vert dans la figure).

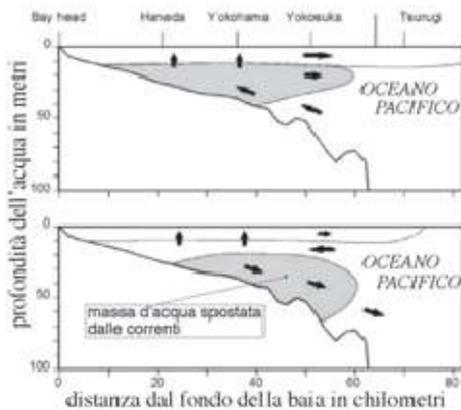
En ce qui concerne Trieste, voir l'autre figure. Le maire peut comparer directement, car elles sont dans la même échelle; on peut constater la construction intensive, de Via Malmaura, que si trouve à un kilomètre environs de la future station, l'arrondissement populaire de Via Flavia se trouve à un peu moins d'un kilomètre, et

Muggia se trouve à une distance d'environ un kilomètre et demi. Avec 3,5 kilomètres, on se retrouve au milieu de Viale D'Annunzio.

Le maire Dipiazza utilise l'expression « il ya plus de vingt ans que une station de regazéification dans le port » pour nous rassurer. Et il obtient plutôt l'effet inverse. Pour deux raisons.

D'abord à Zaule, certaines maisons sont même à 120 mètres du bord de la station en examen.

Deuxièmement, dans les pays avancés on ne construit pas des stations tellement proches des villes et près des dépôts de produits dangereux comme à Barcelone. On ne peut même pas imaginer ce type d'installation dans une ville comme Trieste. Par exemple: le Congrès des Etats Unis a déjà recommandé en 1979 de ne pas construire plus de stations de regazéification dans les zones urbaines. On s'est rendu compte que les stations de Philadelphie et Boston sont trop près aux maisons. Désormais, à Boston, lorsque le transfert de gaz est en cours par le navire de transport de gaz, les vols de l'aéroport de la ville sont interdits.



Profondità dell'acqua in metri = Profondeur de l'eau en mètres

Massa d'acqua spostata dalle correnti = Masse d'eau déplacée par les courants.

Distanza dal fondo della baia in chilometri = Distance en kilomètres du fond de la baie.

Oceano Pacifico = Océan Pacifique.





7.-

La station de regazéification va tuer le port?

Les incidents permettent de développer la culture de la prévention en Italie. C'est possible que aussi à Trieste ne soit pas permis de continuer à se fier principalement de l'habileté des pilotes et du bon sens des autres marins, comme ont fait jusqu'à présent, les autorités du port de Trieste. Un exemple de cette superficialité est l'ordonnance 8/2006, qui ne requiert pas de distances de sécurité spéciales, pour bateaux-citernes pendant le déchargement, mais seulement l'habituel 200 mètres des quais du terminal pétrolier ou de gaz.

De coupe moderne, c'est au contraire l'ordonnance n ° 63/2008 des autorités du port de Chioggia pour la nouvelle station de regazéification de Porto Viro. Aucune autorité, cependant, semble avoir pris la peine de se renseigner sur les implications probables des préventions modernes, sur l'avenir de notre port, de vérifier si cette évolution des normes de sécurité sur la navigation des bateaux transporteurs de gaz liquéfié (et les interdictions sur les autres navires quand il y a des navires-citernes transporteurs de gaz accostés à la décharge) ne menacent pas les perspectives d'expansion et même l'activité actuelle du port.

En particulier, il semble peu probable la compatibilité entre:

- 1) la distance de sécurité des bateaux transporteurs de gaz s'approchant ou en manœuvre dans la baie;
- 2) la distance de sécurité aux quais de la station de regazéification;
- 3) la forte croissance du trafic de conteneurs attendus (3-3,5 millions de conteneurs), après le doublement de la jetée VII et la construction de la jetée VIII;
- 4) L'emplacement du terminal de barques traversières prévus au fond de la baie de Zaule;

L'ordonnance mentionnée au-dessus, des autorités du port de Chioggia indique l'évolution des normes de sécurité. Pour le terminal de regazéification au large des côtes de Porto Viro, le gouvernement a en effet dû se conformer aux règles de la Convention Internationale pour la Sécurité en Mer de 1974 (SOLAS, chap. V, paragraphe 10, et les autorités du port de Chioggia ont dû les respecter). On a donc mis en place une «zone de sécurité d'un rayon de 2 km » autour de la station. Dans cette zone sont en permanence « sont interdits, le transit le

mouillage, le stationnement des bateaux qui attendent, [...] et toute autre activité ».

“Notre” Sous-secrétaire Menia a confirmé aussi Juillet 9, répondant au Parlement à la question numéro 3-00270 concernant la station de regazéification de Porto Viro: Les exigences des autorités du port « sont basés dans la circulaire de l'Organisation Maritime Internationale N.1/Circ. 257, du 11 Décembre 2006, sur les Mesures de réglementation en plus des régimes de séparation du trafic ».

Comme nos administrateurs pensent, qu'à l'avenir, nous pourrions concilier la présence de méthaniers, pétroliers, ferries et le porte-conteneurs dans la baie de Muggia?

Sont-ils conscients que -heureusement- les règles de la sécurité internationale arrêteront l'actuelle mauvaise habitude italienne? Que la présence de pétroliers et bateaux transporteurs de gaz signifie bloquer la navigation et les manoeuvres pour des périodes de temps significatifs, ce qui obligera le port à une activité en rafales?

Il ne faut pas toujours croire aux déclarations rassurantes des autorités du port à l'unisson avec GasNatural au cours des années récentes, car bientôt nous devons toujours, nous adapter aux directives internationales prévues par la Convention International SOLAS et l'OMI (Organisation Maritime Internationale), comme a du faire Porto Viro.

Nous croyons que l'adoption de nouvelles règles à Trieste aurait pour effet de bloquer entièrement la jetée du port VII (futur jetée du port VIII comprise) jusqu'au fond de la baie, toute la période nécessaire pour les transporteurs de gaz 100-120 bateaux-citernes, pas seulement à entrer dans le baie, mais aussi à la décharge du gaz.

En bref, tout le travail de l'Administration portuaire pour développer son commerce et son nouveau Plan, va se noyer dans une baie congestionnée et bloquées trois fois par semaine?

8.-

L'avis de la Slovénie

Il est évident que deux pays européens se consultent sur la construction d'une grande station près de la frontière. Mais avec la Slovénie nous sommes en train de parler avec haute voix.

Pourtant, sur notre station de regazéification, la République de Slovénie a fait un travail sérieux et, contrairement aux nôtres, quelques uns de leurs chercheurs ont aussi publié certains de ses analyses sur des revues scientifiques accréditées.

Résultat, la relation que ce gouvernement a envoyée à l'Italie, concernant l'impact transfrontalier sur l'environnement de la station de regazéification Zaule. Il a été élaboré par le Ministère Slovène de l'Environnement et du Territoire en Octobre 2008, après des consultation avec les Ministères de l'Economie, Défense, Santé,

Culture, Transport, Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation et l'Institut National pour la Protection de la Nature.

Les Slovènes fournissent leur évaluation des impacts environnementaux transfrontaliers selon cinq niveaux: A - pas d'impact, B - impact négligeable, C – impact négligeable compte tenu de l'atténuation possible, D - significatif, E - destructeur. Sont considérés comme éligibles les impacts de A à C, et D et E sont considérés comme inéligibles pour l'environnement et la santé humaine.

Toutes les autorités slovènes ont donné un avis négatif sur les effets que la station de regazéification proposée aurait sur l'environnement, la santé et la sécurité des personnes et des biens, tant en Italie que en Slovénie. Pour ces raisons:

- A propos des incidents et les pertes de pétrole par les navires, la station aurait un impact destructeur sur la frontière maritime (évaluation E);
- Du point de vue des transporteurs de gaz liquéfié l'impact transfrontalier du trafic sur la pêche serait significatif (D);
- Impact de mercure provenant du bas vers le haut encore: il serait destructif (E);
- Le danger d'accidents possible a été évalué comme étant significatif (D);
- Incidence transfrontalière, le trafic maritime a été évalué comme destructifs (E) dans le cas d'une collision avec un navire transportant du gaz naturel liquéfié (GNL);
- L'impact transfrontalier des transports d'organismes nuisibles et évalués D (significatif).

L'impact transfrontalier dans la plupart des cas, donc, est significatif (D) et pour leurs résultats individuels, même destructifs (E). Cet impact est dû principalement à la remise en suspension des sédiments marins avec le mercure, la pêche et la mariculture, de l'impact transfrontières liés au danger d'accidents possibles et le transport des organismes nuisibles.

Par conséquent, aussi l'impact sur la santé humaine (méthylmercure dans la chaîne alimentaire, les accidents, l'impact psychologique) est évalué significatif (D).

Comme a lieu par exemple dans l'U.S.A. et la Grande-Bretagne, la Slovénie a également déclarée qu'on doit tenir compte des conséquences possibles d'attaques terroristes. Le placement d'une installation de regazéification dans une grande ville, en fait la cible beaucoup plus «attrayante» pour les terroristes, de la même station construite à distance des zones résidentielles. En plus du danger intrinsèque de la Station GNL et de transporteurs de gaz liquéfié, aujourd'hui c'est le motif pour lequel à Philadelphie et Boston on examine le déménagement des stations construites il ya plusieurs décennies près de la ville, sous estimant la prévention.

9.-

Baie de Muggia, la pauvre.

La station de regazéification de Zaule aurait un impact environnemental transfrontalier dans le milieu marin à cause du large volume d'eau de mer utilisée pour son fonctionnement, un problème exacerbé par la conformation de la baie de Muggia (faible profondeur, les échanges d'eau également limités par le brise-lames).

En fonctionnement normal, la station emploiera environ 25.000 m³/h d'eau de mer. La totalité du volume d'eau de la baie (environ 100 millions de m³) serait débit à travers l'installation pendant plus de deux fois par an. En un an environ 4-5% de l'ensemble du bassin hydrographique du golfe de Trieste (8,800 millions de m³) circulera à travers le système, une quantité beaucoup plus grande que celle utilisée par tous les établissements industriels actuellement en exercice sur les rives du Golfe.

L'utilisation du chlore empêche le colmatage des conduites par les organismes marins. Contrairement à la croyance populaire, le plus gros problème n'est pas dans la quantité de résidus de chlore actif à la sortie, que - bien que toujours mauvais - on pourrait réduire au minimum (ou la neutraliser par un procédé chimique), avant de retourner l'eau à son bassin. La partie la plus importante de dommages à l'environnement est due à l'eau de mer en passant par le système, où la combinaison du chlore, les chocs thermiques et le stress mécanique implique la stérilisation de tout ce qu'elle contient.

Tout ce qui est avalé par la station, donc, est ensuite retourné stérile, détruisant les formes de vie présentes, oxydant des minerais appelés «nutriments», retournant des substances chimiques toxiques résultantes de la réaction du chlore avec les matières organiques. Une situation que produirait des problèmes- comme déjà dit- à une proportion importante des eaux du golfe de Trieste, dont l'échange de l'eau - connue - est beaucoup plus faible que ce des autres emplacements où se trouvent stations similaires.

À cet impact environnemental transfrontalier doivent être ajoutés clairement, les effets de la synergie liés à l'utilisation de l'eau - mais en plus petite quantité - de la part des autres stations industrielles qui opèrent déjà sur le terrain (co-usine de production "Electra" et Ferriera de Servola), en plus du trafic des navires dirigés vers le terminal pétrolier et la station de regazéification. Les turbulences créées par les hélices et le déplacement transversal des coques à grande calaison entraîneront la remise en suspension des sédiments contaminés.

Plus précisément, les risques pour l'environnement marin - déjà documentée par des publications du Laboratoire de Biologie Marine (Trieste) - en utilisant de l'eau de mer seraient les suivants:

- Pour la production de matière organique par le phytoplancton: la suppression de l'azote ammoniacal, essentielle pour initier et soutenir le développement des légumes de la mer
- Le cycle du carbone géré par des bactéries marines: une modification de la communauté bactérienne perd le gouverneur de l'un des cycles biogéochimiques les plus sensibles qui - précisément dans le Golfe de Trieste - a déjà été indiqué à maintes reprises de se trouver dans des conditions stressantes, avec l'apparition d'un mucilage.
- Pour la communauté phytoplanctonique: ce groupe d'organismes répondent progressivement au fil du temps à des événements de l'environnement atypique, avec l'apparition de cellules d'algues plus petites que les années précédentes (déjà enregistré dans la comparaison des données de 2003 par rapport à celles du 1995)
- Pour la communauté de poissons: la perte de quotas pour les œufs, larves, alevins, que seront force alors à transiter à travers le système

Dans les conditions actuelles de stress continu de principales communautés biotiques de la marine locale, et le plancton en particulier, l'utilisation de l'eau de mer par la station de regazéification est donc considérée comme un «*événement inhabituel de l'environnement*», destinés à rester sur place pendant toute la durée d'exploitation de la station et pouvant compromettre les mécanismes biologiques qui soutiennent la communauté maritime dans le golfe de Trieste.

Tous ces problèmes ont été complètement ignorés dans les études de GasNatural-Medea!



Ecologie: les cycles biogéochimiques
 Cycle de l'azote.
 L'azote est un composant de la protéine cellulaire. Pour les plantes (ne bouge pas) trouver l'azote dans l'environnement dans lequel ils vivent est indispensable. L'air atmosphérique est composé presque par les 4 / 5, d'azote, mais peu d'organismes peuvent l'employer directement.
 N2 Azote Atmosphériques
 Plantes: production de 20 acides aminés
 Animaux: production de 8 d'acides aminés.
 Des déchets organiques azotés.
 Rhizobium: bactéries fixatrices d'azote qui vivent en symbiose avec les légumineuses.
 NH3 = Ammoniac
 Décomposeurs: transforment l'acide urique et l'urée en ammoniac.
 NO2 Nitrosomonas: les bactéries qui oxydent l'ammoniacque en ions nitrate.
 Nitrobacter: Une bactérie qui oxyde les ions nitrite en d'ions nitrate
 Bactéries dénitrificateurs: Rend une partie d'azote dans l'atmosphère.



Même dans la mer, le cycle de l'azote serait rompu
Remise en suspension des sédiments marins au cours du fonctionnement des pétroliers dans le golfe de Muggia (Le problème n'existe pas, selon les études GasNatural-Medea ...)

10.- Les astuces sur les températures.

En gros, le problème abordé par les consultants GasNatural était: a) Compte tenu de la taille de la décharge, pouvez vous réaliser le cycle de production? Ou, surtout en hiver en raison d'une mauvaise circulation avec la mer ouverte, le refroidissement aura lieu progressivement et arrivera à être proche de la température de congélation? B) Quels sont les effets que le refroidissement et la chloration auront sur l'environnement?

La première à répondre (printemps 2006) était la société Alatec «le rejet de l'eau froide reste dans le bassin avec le résultat de sa baisse de température générale [...]

Ce ne serait pas acceptable pour l'exploitation de la station, parce que cela générerait une recirculation de l'eau progressivement plus froide.

Mais GasNatural et le consultant anonyme du Luxembourg Medea, à la page 282 de l'étude d'impact environnementale écrit tout de même que toute la baie de Muggia connaîtra une baisse de température de moins d'un degré. Le résumé, pas technique, de Médéa présente la chose, même dans ces termes (pp. 111-112): «diminution locale faible de la température de l'eau" impact zéro (ou pas mesurable) [...] On ne devrait pas entraîner de changements locaux de l'écosystème. "

Au mois de Décembre 2006, GasNatural présente la première série d'intégrations. Maintenant, le consultant est la DHI, la mise en scène est toujours Médéa. Fondamentale pour les calculs de la façon dont l'eau se disperse est la température à différentes profondeurs et dans les conditions plus onéreuses c'est à dire en plein hiver, avec la Bora.

Au nouveau conseiller quelqu'un offre un profil de température favorable (rapporté à des conditions hivernales moyennes d'Ancône vers le Nord, et en fait, avec une profondeur de 50 mètres, tandis que la baie est, oui et non, 20). Sur cette base, DHI conclut qu'il n'y a pas de problème, mais estime qu'il est nécessaire de préciser que le calcul est basé sur le profil de température reçu (duquel il n'est pas responsable e probablement se méfie)

Ce rapport en espagnol est accompagné d'une traduction. Anonyme, avec un logo sur la serviette de présentation qui apparaît amputée ou raturé avec un effaceur électronique, complètement dépourvue d'écrite d'identité et/ou des adresses. Et les conclusions traduites par l'anonyme ne sont pas plus pessimistes que les antérieures d'Alatec, en effet elles sont devenues encore plus rassurantes et même plus étendues dans l'original DHI; en plus, la réserve concernant la température est disparue.

Second tour des intégrations, une fois que quelqu'un a officiellement informé de l'étrange traduction les ministères sectoriels et la Région. Le conseiller est resté DHI, qui cette fois présente deux relations de calculs de plus de 100 pages chacune, une en italien et une en espagnol, identiques et toutes les deux contresigné par l'ingénieur: José María Medina Villaverde "Directeur de la Division de la Marine ». Il utilise un programme de calcul tridimensionnel, que produit des images en couleur superbe.

Il déclaré de ne pas avoir trouvé les mesures de température dans la baie, et donc il utilise encore les mesures moyennes du secteur au nord de Ancône.

Conclusion:

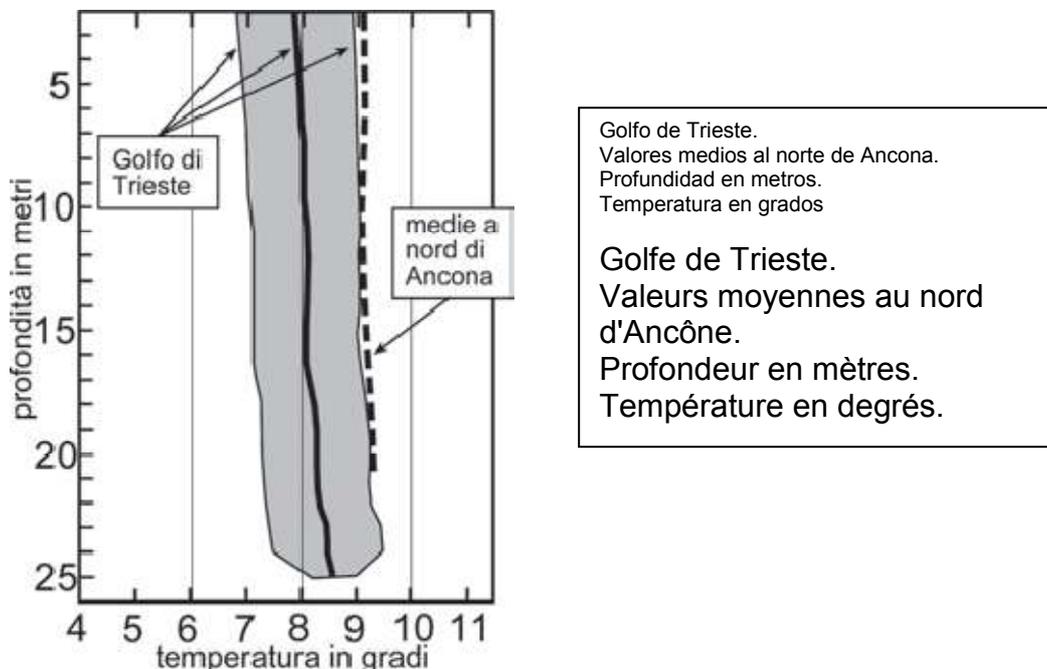
"Le déchargement des eaux du procès de regazéification produit en chaque condition saisonnière et/ou météorologique des différences de température qui sont nettement inférieures à la limite indiquée par la législation italienne, [...]

On peut considérer nul tout effet de «refroidissement général et/ou progressif de la baie de Muggia en cas de déversement de l'eau du procès dans la baie».

Les mesures de températures au nord d'Ancône, utilisé pour Zaule.

Qui emploie le soi-disant «modèles» pour le calcul sait que ces simulations physiques - mathématiques peuvent faire ressortir un résultat esthétiquement beau, mais pas toujours à faire confiance. Dans ce cas, il est évident que les températures devaient être mesurées sur place dans des saisons différentes du fond vers la surface. Ou on pouvait faire référence aux mesures disponibles en abondance pour le Golfe de Trieste. L'utilisation d'un seul profil de la température moyenne en hiver dans le nord d'Ancône, avec des valeurs moyennes de plus de 9 ° en Février, est inacceptable. La raison est visible dans la figure suivante, obtenus à partir de plus de 4000 profils de température dans le Golfe (Banque d'information CGO). Au cours des années couvertes par le catalogue, les valeurs moyennes se placent sur les 8 °, et 68% des mesures sont incluses dans la bande de 7 ° à 9 ° environs. Le 9 degrés et plus employés dans le projet est donc une condition favorable même rare.

Et après la diminution de 5 ° déclarées par le créateur du projet, dans le même période d'années il y aurait 16% de chances que la température de l'eau de décharge de la station descende en dessous des 2 °, et de 2,5% en dessous de 1°.



Graphique des températures dans le nord de l'Adriatique

11.-

Anomalies inquiétantes

Étranges anomalies dans la documentation fournie par GasNatural-Medea de l'EIE sur le terminal de regazéification Zaule. Les rapports techniques sur des questions très diverses (urbanisme, sciences de l'environnement, économie, ingénierie des installations, hydraulique, gestion de chantiers, pollution, météorologie, océanographie, risques industriels, control des incendies, technique de la navigation, architecture, technologie commercial de la basse température etc.) présentaient souvent les mêmes noms de famille, sans les noms, ou de qualifications professionnelles ou des signatures. Il était donc impossible de vérifier

les parcours professionnels des créateurs du projet, et leurs responsabilités professionnelles personnelles. La répétition des mêmes noms de famille comme experts des arguments tellement différents rendent peu probable qu'il s'agisse des experts habilités.

Il est alors apparu qu'il s'agissait d'un couple d'anciens employés du groupe ENI, certains experts indépendants pas particulièrement célèbres, certains des nouveaux diplômés.

En outre, la Région, la Province, la Municipalité de Trieste, et plusieurs hommes politiques, ont montré manifestement de vouloir maintenir les universités et les institutions scientifiques régionales en dehors du jeu local.

Lorsque, plus tard, un professeur de l'Université de Trieste (le prof. Bevilacqua) a commencé à agir comme conseiller auprès de Medea/GasNatural, les plus importants organismes universitaires n'ont pas exercé – semble-t-il – assez de contrôles formels et substantiels. Pourtant, il s'agissait d'un rapport crucial sur ce qu'on appelle l'effet domino (chaîne d'accidents de la station de regazéification et les bateaux transporteurs de gaz vers l'extérieur ou en provenance des établissements autour de la station regazéification, avec des implications évidentes pour la sécurité publique). Il semble que deux versions différentes ont été déposées, le même jour. Toutes les deux sur papier en-tête CINIGEO consortium, qui comprend également l'Université de Trieste, est attribués à l'enseignant mentionné, mais sans les noms des auteurs et pas signées (les documents seraient alors semi-anonyme.) Sans examiner le fond du rapport, il convient de noter que, dans un sens ou dans l'autre, on emploie aussi la bonne renommée de notre université.

Pour construire une véranda privée quelconque, on doit avoir la signature d'un professionnel certifié: Pour se garantir contre les accidents de la chaîne industrielle de la regazéification il suffit une pièce de papier pas signée.

12.-

Comment on congèle et on met à la cuisson les gens de Trieste et de Muggia.

Lorsque, par un défaut structurel, de mauvais fonctionnement des systèmes de drainage ou des systèmes de contrôle des opérations, par suite d'une attaque terroriste, on creuse une fracture dans le système de rétention du navire transportant du gaz ou de réservoirs à terre, du gaz naturel liquéfié (GNL) libéré s'évapore progressivement. Le taux d'évaporation est d'environ 0.135 kg/mq/s (en kilogrammes par mètre carré par seconde) à une température de transition de phase (-162 ° C) de méthane liquide, au gaz méthane (le gaz naturel est composé presque entièrement de méthane).

De la fracture du système de confinement, le gaz liquide est libéré et se stratifie sur le sol ou sur les eaux de la surface (là où le flux thermique fait bouillir la pellicule liquide de méthane), étant que le GNL a une densité environ la moitié de celle de l'eau. Le gaz, avec un volume spécifique 625 fois supérieure à celle du GNL, produit un nuage super-froid (-162 ° C), 1,5 fois la densité de celle de l'air, qui se

dilate peu à peu et sur le sol se dissipe moins vite parce que l'échange de chaleur est plus faible, suivant un parcours dicté par les vents dominants à une hauteur ne dépassant 30 mètres jusqu'à ce que rencontre les conditions de l'allumage (la température d'inflammation est de 632° C, la plus élevée parmi les hydrocarbure et la limite d'inflammabilité correspond à une pourcentage en volume entre 5 et 15% d'air). Le nuage froid de vapeur de méthane ressemble à un brouillard très épais et c'est fondamentalement un aérosol d'eau, glace, de l'air et de méthane. Même si le nuage froid ne s'enflamme pas, l'impact sur les populations est catastrophique, avec la mort immédiate par asphyxie et congélation rapide. En ce qui concerne les infrastructures, des températures extrêmement basses cassent la plupart des matériaux que deviennent fragiles.

Dans les zones densément habitées il est plus facile de trouver une source d'inflammation, que devient moins probable dans les régions reculées ou dans la mer.

Avec l'utilisation de l'élaboration mathématique (modélisation) on fait des prévisions sur l'évolution du nuage par rapport aux différents paramètres: mécaniques, physiques et météorologiques. Les changements qui se produisent dans les nuages et les relations entre le bord et le nuage, qui reste plus lourd que l'air jusqu'à ce que la température de -108°C n'est pas rejointe. Les distances de l'impact produit par les fuites accidentelles et intentionnelles arrivent à 10-15 km du point de fuite. Au cours du processus de dispersion se produit un échange de chaleur entre les surfaces de la mer ou de la terre, ce qui réduit progressivement la densité du nuage.

Le nuage de gaz méthane peut même s'enflammer à distance de la fuite. Du front de flammes, qui atteint une température de 1800-2000°C, se dégage une chaleur intense qui peut incinérer un être vivant et endommager les infrastructures, le ciment et l'acier, où l'intensité atteint 37,5 kW/m² (en kilowatts par mètre carré). Selon la taille de la masse dispersée par un réservoir de stockage, il est constaté que de 3 à 7 km du centre du front de flamme, on atteint le flux thermique de 5 kW/m² (conditions permettant une opération d'urgence pour une période de plusieurs minutes avec de manteaux ou habillement en matériau isolant), de 2 à 6 km à 12,5 kW/m² (assez d'énergie pour enflammer le bois et faire le plastique fondre), 1 à 5 km, vous atteignez un flux thermique de 37,5 kW/m².



La chaîne du GNL

13.-

C'est nous que portons toujours le risque.

Le choix de l'emplacement d'une installation dangereuse détermine l'évaluation de l'ampleur du risque, défini comme le produit de la probabilité qu'un événement dangereux se produise, fois l'étendue des dommages causés aux personnes impliqués, ainsi que aux installations et infrastructures du territoire. Dans les critères de gestion des risques à suivre, le risque devrait être partagé par toutes les parties intéressées, à commencer par les populations concernées à travers des procédures démocratiques participatives, y compris les référendums, comme il est prévu par l'UE. Tous les événements dangereux possibles devraient être examinés pour évaluer la sécurité d'une station de regazéification, pour opter pour d'autres emplacements qui offrent plus de sécurité que ceux qui posent un danger plus grand. Dans le cas spécifique de la station proposée Zaule, avec la technologie des systèmes de sécurité avancés, un accident grave ou pire, une attaque aurait des conséquences désastreuses pour les habitants des zones côtières de la baie de Muggia.

Si on examine les documents de l'Union européenne, et plus encore si l'on compare les normes et les études produites dans les pays occidentaux et particulièrement les États-Unis par des institutions publiques (ministère de l'Énergie [DOE], Environmental Protection Agency [EPA] Comité fédéral sur le contrôle de l'énergie [FERC], etc.) et privés (Sandia National Laboratories), ou on examine la littérature scientifique produite dans les centres de recherche et des universités du monde entier, nous rencontrons une pléthore d'études sur les risques pour la population et l'infrastructure, produits par des accidents ou par des attaques dans lesquels sont impliqués des stations de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL). La caractéristique de ces études prend rien pour acquis et prennent en considération les événements moins probables. Les événements liés au cours du transport par mer sur un navire transportant du gaz, la phase de décharge et la phase du stockage de GNL dans des réservoirs cryogéniques, les conséquences liées à la situation au large de la côte ou sur la côte.

Outre la possibilité d'événements catastrophiques dus à des collisions de navires transporteurs de gaz ou l'effondrement des structures de confinement sont également considérés comme des scénarios, des attaques terroristes, car il est maintenant bien connu que le spectacle de la destruction d'une centrale d'énergie suscite l'intérêt des groupes terroristes, avec des systèmes de missiles dirigés vers le navire ou des citernes de stockage. Il a été possible de déterminer que, en raison de la chaleur latente de transition de phase à partir de GNL à gaz, l'impact énergétique du missile est insuffisant à déclencher l'allumage du méthane. Ce n'est pas à négliger la possibilité d'un cyber-terrorisme (à savoir le démantèlement par hackers des ordinateurs de contrôle et d'alimentation de puissance, les systèmes de sécurité, des réseaux électriques, systèmes de communication dont dépendent les contrôles).

Pour des raisons de sécurité, au cours de la manœuvre de l'approche du navire transporteur de gaz au quai ou la jetée, l'espace doit devenir off limits pour des avions ou des autres navires pour prévenir toute catastrophe. Aux États-Unis, la zone d'exclusion pendant l'approche du navire correspond à un canal 2 miles de

large, de la même manière le quai est interdit à la navigation dans une zone d'un rayon de 2 miles nautiques, soit 3,7 km. Dans le cas de Porto Viro l'administration du port de Chioggia a défini une zone à éviter autour la station de 1,5 mile nautique et une zone de sécurité de 2000 mètres de rayon circulaire interdites de forme permanente.

La localisation des sites éloignés des centres de population ou au large dans la mer, permet de réduire considérablement l'impact éventuel sur les populations et les infrastructures. Pour protéger la communauté le site devrait inclure une zone de risque concernant les conséquences de l'avancement de nuage froide et les effets thermiques en cas d'inflammation, suffisamment étendue. Aux Etats-Unis sont en cours de discussion au niveau de l'administration centrale, concernant la possibilité d'interdire la construction de stations de regazéification dans la côte. Un bon nombre des nouveaux projets comprennent stations offshore de 10 à 20 km au large de la côte, tandis que pour les sites côtiers les nouveaux terminaux sont éloignés des centres de population pour la sécurité du public.



Images du destroyer "Cole" de la U. S. Navy après l'attaque d'un groupe terroriste qui a utilisé un esquif chargé d'explosifs. Cette attaque a touché les procédures de sécurité dans les stations de regazéification.

14.-

quand, où et pourquoi le méthane explose.

Le nuage de méthane froid s'enflamme lorsque le gaz se mélange avec l'air dans une proportion (intervalle d'inflammabilité) comprise entre 5 et 15% en volume et la mélange trouve un apprêt qui s'enflamme. La température d'inflammation du méthane a la valeur la plus élevée (630 ° C) par rapport à d'autres hydrocarbures ou des mélanges d'hydrocarbures tels que le GPL, et en fait le mélange air/méthane a une faible réactivité, ce qui limite la vitesse de propagation de la flamme d'un endroit à un autre du nuage, une vitesse dans le nuage de vapeur froide est faible, de l'ordre de 5-30 m/s. Dans le domaine de la combustion la chaleur de combustion provoque la dilatation du mélange gazeux.

Le mélange air/gaz, allumé, devient explosif si elle est confinée, c'est à dire, si elle ne peut pas s'étendre librement. Dans ce cas il y a une augmentation soudaine et brutale de la pression (surpression), la vitesse de propagation de la flamme dépasse 100 m/s pour atteindre 1000 m/s (3600 km/h) et la réaction de combustion devient si rapide et la force d'expansion si violente qu'elle en devient destructive et on arrive à l'explosion.

15.-

Paysage, on s'en fout.

Entre le mois de Février 2005 et le mois d'août 2008, la Surintendance du Paysage et le Patrimoine Architectural du Frioul-Vénice Iulia a exprimé au Ministère des Paysages et du Patrimoine Culturel un avis négatif sur le projet de la station de regazéification, ce fait a été répété trois fois. Principale raison: même si c'est un emplacement qui a été changé par les activités industrielles, il n'est pas permis d'ajouter de la dégradation à la dégradation.

Août 2008: La Direction Générale du Ministère demande au GasNatural "un projet d'aménagement paysager." Quand le projet est reçu, ils convoquent le Surintendant des FVG à Rome et on lui demande de donner un "avis favorable". En Décembre, le surintendant se plie et signe, avec mention de certaines exigences: une petite retraite de la côte et l'envasement partiel des réservoirs (solution encore plus sûre - ed), le maintien du littoral et ses espaces verts, la retraite à la terre des ouvrages maritimes.

Étant donné que les exigences du Surintendant aurait abouti à une modification substantielle du projet et de relancer le processus de l'EIE, en Janvier 2009, la Direction Générale du Ministère du Patrimoine Culturel demande un avis du Ministère de l'Environnement, qui a répondu que les travaux requis par le Surintendant sont aussi complexes (!) d'être irréalisables.

Janvier 29, 2009: Le ministère du Patrimoine Culturel exprime un avis favorable sur la station de regazéification, sans tenir aucune compte des exigences proposées par le Surintendant des FVG. Ainsi, en face des «grandes puissances», le Ministère qui doit protéger le paysage agit sur la compétence de ses techniciens dans la périphérie.

16.-

Rigass – Blog

Ou encore: une anthologie des bêtises, des promesses pas maintenues et des mots en liberté des politiciens - et pas exclusivement d'eux – sur la station de regazéification à Trieste.

(Ndr: Sauf indication contraire, les citations sont tirées du journal de Trieste Il Piccolo)

§

Maire Dipiazza (21/9/2004): "Le terminal GNL dans l'ex-Esso? ... Une chose est sûre: tout d'abord on aura besoin d'informer et discuter avec les gens ... On pourrait penser, pourquoi pas, à un référendum»

Ouais, pourquoi pas?

§

Zvech Bruno (6/3/2005): "Je suis d'accord avec ceux qui disent que s'il ya un plan

industriel (note: la station de regazéification) il devrait être porté à la connaissance du public. Mais sans des cages ou des préjugés idéologiques. Faisant l'évaluation de la question sécurité. Le problème environnemental n'existe pas. Sur ces paramètres on doit informer les citoyens"

Le problème environnemental n'existe pas.

§

Dipiazza (23/6/2006): "Nous ne pouvons pas revenir à nous faire la douche avec de l'eau froide [Mais] je dis que nous devons d'abord expliquer très bien à la population de la relation entre les coûts et les bénéfices»

Qui a jamais expliqué les coûts et les bénéfices encore récemment?

§

Conseiller municipal Louis Sonogo, interview du 24/6/2006: " stations de regazéification, gazoducs, pipeline ... la politique de la région peuvent se résumer en deux mots: full compliance"

"Le rachat total de condescendance-soumission-conformité» le dire en italien sonnait mauvais (renonciation de son rôle)

§

30/6/2006: "très explicite la position du Conseil de l'Eziti que, hier, comme prévu par le Président l'ingénieur Ferrante en parlant à la Mairie, appelé à exprimer la façon dont la Province et d'autres organismes une "opinion de collaboration» a clairement exprimé un vote en faveur du projet GasNatural sur la terre "à condition que l'eau de refroidissement soit maintenue en boucle fermée"

Le BLOG dans le BLOG: 1) "appelés à exprimer" ... 2) après deux cycles dans l'installation, et l'eau se congèle et à ce point on peut dire bonsoir aux musiciens.

Ceci va de pair avec la plaque, qui protège la Chambre de Commerce de l'humidité en évitant "les radiations tordues d'origine tellurique et cosmique".

§

(30/6/2006) L'amiral Castellani, alors commissaire des autorités du port et Commandeur de la capitainerie: "très explicite amiral Castellani:« Je ne vois pas de problèmes additionnels pour le port dans le cas d'arrivée de bateaux-gaziers transporteurs de GNL - insiste - aussi parce que la notion de danger est relative. " Le journaliste lui a demandé ce qui d'Endesa et d'GasNatural, est le meilleur projet. Réponse: "nous devons nous concentrer sur ce qui apporte davantage de navires dans le port"

Avec tout le respect, Monsieur l'amiral, faites-vous traduire les directives internationales sur la sécurité et mettez vous les lunettes.

§

9/7/2006: "fort du consensus obtenu auprès des citoyens, à décider sur la station de regazéification GasNatural est la politique» disent Lippi e Omero à l'unisson.

Dans le conseil municipal de ce soir, très tard: "AN e DS isolés et déterminés d'une façon "très dure" à dire oui tout de même au projet GasNatural.

Droite et gauche ensemble pour le bien de la Communauté

§

24/7/2006 (de "In Città") Lodovico Sonogo, conseiller responsable régional: «Si quelqu'un veut proposer la politique de la faim et du froid vas y, le gouvernement de la région sera de l'autre côté." Le journaliste remarque: «il reste à comprendre si le Golfe de Trieste est l'emplacement idéal." Sonogo répond: «En théorie, vous pourriez construire les terminaux de regazéification dans le sommet du Mont Blanc, mais je pense que les compagnies maritimes les plus importantes devraient faire face à un problème logistique"

Pas de commentaire.

§

20/8/2006. Le Prof Giacomo Costa, ancien doyen de la Faculté de sciences et professeur émérite de chimie écrit que «il ya danger d'incendie et d'explosion ». Le président Riccardo Illy a déclaré: «Le risque est zéro parce que le gaz liquide n'explose pas. La décision des autorités locales, cependant, ne modifie pas l'opinion de la Région »

Question de style.

§

Piero Camber (chef du groupe FI au Conseil communale et conseiller régional PDL, 1/2/2007): "Il ya aussi des risques dans l'industrie de regazéification, bien que résiduelle considéré par les experts"

Les experts usuels utilisés par l'Anonyme de Luxembourg?

§

12/7/2007. Interrogation avec réponse écrite 4-04351 présenté par Roberto Menia: "Alors qu'il est complètement inacceptable pour les gens que [la station] soit installer dans le Golfe, il semble plus acceptable l'installation d'une station à poser dans un endroit aujourd'hui abandonnés mais déjà utilisé dans le passé pour l'énergie et des carburants. "

Acceptable pour lui

§

Le conseiller régional Roberto Cosolini (2/6/2007): "Le Conseil et le Président Riccardo Illy [...] Ils se sont arrêtés devant des dangers potentiels sur l'environnement et la santé des citoyens"

Pit Stop.

§

11/5/2007. "Aux Etats-Unis - raconte Illy - 50 terminaux ont été construits et cela n'a pas modifié quoi que ce soit de l'environnement; dans la baie de Tokyo, un peu" plus grand de celle de Trieste, mais d'une ampleur similaire, ils en existent cinq "

Aux Etats-Unis les stations de regazéification sont 4 [quatre], et on discute sur le déménagement de deux, Boston et Philadelphie, car elles se trouvent trop proche de la ville.

§

15/7/2008 Assemblée provinciale du parti PD sur le projet GasNatural. L'ancien conseiller municipal Lodovico Sonogo: "l'étude de sécurité, avec l'effet domino, pour GasNatural a été fait par un homme de science de Trieste (note: prof. Bevilacqua), qui habite à 500 m. de l'emplacement de la station, ce que fait l'étude plus digne de fois "

Voici les garanties

Sur l'étude, voir Il Piccolo 4/10/2008

§

15/7/2008 Même assemblée. Le Secrétaire syndical UIL Luca Visentini: «Beaucoup de biologistes disent que le déchargement de l'eau froide dans la mer quand elle subit les effets du réchauffement climatique, est positif ».

Ingénieux. Donnez nous un nom, s'il vous plaît.

§

1/11/2008. Dipiazza "Si une centrale nucléaire saut dans l'air, on ferait de milliers de morts. Si la même chose arrive à la station de regazéification, nous aurions éventuellement quelques blessés »

Pas de commentaire !

§

18/7/2009. «Roberto Dipiazza a rappelé aux dirigeants du GasNatural que« les gens de Trieste sont des gens sérieux [...] Je l'ai fait parce que je suis convaincu que, en face d'un projet si important, nous devons agir avec de grande rigueur.

C'est bien qu'il soit là.

§

18/7/2009. On a assuré à plusieurs reprises que le problème du refroidissement de la baie est, comme s'il était déjà réglé parce que la station de regazéification et la nouvelle centrale thermique chez Lucchini échangeront de l'eau, froide et chaude respectivement. Le journal pose donc au dirigeant GasNatural Narcis de Carreras, que se trouve à Trieste pour rendre visite à Dipiazza cette question: «Et la collaboration avec Lucchini énergie?» Réponse: "Tout à définir. Nous n'avons eu aucun contact avec le Groupe de Brescia. Aborder les aspects techniques maintenant serait inapproprié "

Voir ci-dessous: Du blog du maire (3/8/2009

§

Luca Visentini, secrétaire syndicaliste UIL (18/7/2009): "Nous sommes très heureux avec le feu vert arrivé du gouvernement. Il ne nous satisfait pas, l'attentisme de la Marie par rapport au temps nécessaires pour préparer le terrain pour le projet. "

Le taliban du projet.

§

1/8/2009 (Il Piccolo et le blog de Fabio Omero). De l'ordre du jour du DP au conseil municipal pour un "oui" à la station de regazéification: "Nous avons besoin d'une approche d'autorité et unifié à toutes les institutions locales dans ce sens, à mettre en œuvre avec la participation de l'expertise scientifique présente sur le territoire."

«Expertise scientifique" à condition quelle soit favorable à la station de regazéification.

§

Dipiazza (3/8/2009) du blog "Le maire répond dans la page Web de la Municipalité de Trieste: "C'est une condition absolument certaine que la station de regazéification est la base pour la correspondante conversion de la Ferriera Servola"

Certaine sur quelle base? Dans le protocole d'accord du 20 avril 2009 entre la Ville, Région et Lucchini, la chose ne résulte pas.

§

Dipiazza (20/8/2009): «Si Krško saute en l'air un peut avoir probablement quelques millions de morts; si "ma" station de regazéification saute nous entendrons seulement un coup de pétard"

Le coup de pétard de sa station se le coltine Servola Valmaura, Muggia ... (et dire un petit mot à Tondo, Scajola, Frattini, Menia, etc. que veulent doubler la puissance de Krško avec la contribution de l'Italie?)



Une station de regazéification de récente construction, en Californie (notez l'absence de villes aux alentours)

17.-

Pour soutenir la lutte

La station de Trieste-Zaule peut être arrêtée, mais nous avons besoin de moyens

humains et matériels, notamment pour l'action legal (que coût).

Qui partagent cet objectif peuvent contribuer financièrement, avec des donations au CCP Non 12559340 payable à: Legambiente Trieste - cercle bleu-vert, via Donizetti 5/A, 34133 Trieste (pour les paiements en ligne la IBAN est: IT 64 1076 0102 2000 0012559340), préciser toujours l'objet, le «donation pour une action en justice contre la station regazéification Trieste-Zaule »

Nous avons aussi besoin de la collaboration des volontaires pour toutes les autres activités (par exemple la distribution de ce nombre de Konrad dans les banquets d'information, etc.) utile au bout final. Nous prions qui est disponible de nous contacter au siège des associations.

WWF - VIA 6 Rittmeyer, 34132 Trieste, tél. 040 360551, e-mail: wwfts@libero.it
Legambiente - Via Donizetti 5 / A, 34133 Trieste, Tel. 040 577013, e-mail: info@legambientetrieste.it

Pour savoir de plus

www.wwf.it friuliveneziagiulia (section "Documenti")

www.legambientetrieste.it (section "Documenti")

[http // amici.golfo.ts.it](http://amici.golfo.ts.it).googlepages.com